

Note de synthèse n° 5

Conditions de vie, santé et opinions après un mois de confinement

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Une fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la quatrième vague (1006 enquêtés, interrogés du 15 au 17 avril), réalisée donc après un mois de confinement, sur les aspects suivants : confinement et conditions de vie ; détresse psychologique et troubles du sommeil ; proximité subjective au COVID-19 ; opinions à l'égard du confinement ; pronostic sur la durée de l'épidémie.

Après un mois de confinement, 10 % des Français vivent dans un logement surpeuplé, 20 % déclarent que cette mesure a accru leurs difficultés financières et 40 % des actifs en emploi ont dû arrêter de travailler. Si ces résultats sont stables par rapport à la deuxième semaine du confinement, c'est aussi le cas des inégalités sociales qu'ils révèlent et accentuent.

De même, l'impact de la situation actuelle sur la détresse psychologique et sur le sommeil est stable : plus d'un tiers des Français présente des signes de détresse psychologique, et les trois quarts déclarent des troubles du sommeil au cours des huit derniers jours (la moitié d'entre eux estimant que ces troubles se sont aggravés depuis le début du confinement). Cette détresse et ces troubles sont également plus fréquents au sein des ménages à bas revenus.

Pour une large majorité de Français, le COVID-19 reste encore une « menace médiatique », omniprésente mais principalement perceptible au travers des médias et des mesures prises pour la gérer : pour l'instant, seuls 28 % d'entre eux ont eu un cas confirmé de COVID-19, dans leur foyer ou parmi leurs proches. Néanmoins, cette proportion est en nette augmentation (elle était de 11 % fin mars).

Une très large majorité des Français soutient encore le confinement, même si cette majorité recule. En outre, ce consensus sur le confinement est élargi à son efficacité : à la mi-avril, 84% des Français jugent que le confinement commence à montrer son efficacité. Toutefois, les dissonances sont de plus en plus fortes, un Français sur deux estimant que le confinement restreint trop les libertés individuelles. Ces dissonances restent socialement différenciées.

Enfin, la moitié des Français estime désormais que l'épidémie ne sera toujours pas terminée aux premiers jours de 2021... Cette proportion était inférieure à 5 % lors de la première vague.

Confinement et conditions de vie : des impacts stables, des inégalités sociales qui se cumulent.

Confinement et logement. La surface habitable du logement et le nombre de personnes qui s'y trouvent ont été recueillis trois fois depuis le lancement de l'enquête : **entre 9 et 10 % des adultes sont actuellement confinés dans un logement surpeuplé** (au sens de l'Insee)¹. Ce chiffre n'a (logiquement) pas changé depuis fin mars, ni bien sûr les contrastes sociaux associés : 25 % des personnes vivant dans un ménage à bas revenus sont confinés dans un logement surpeuplé, contre seulement 3 % des plus aisés².

Confinement et travail. Entre fin mars et mi-avril, les chiffres n'ont pas changé : en population adulte, parmi les actifs occupés, environ **40 % ont dû arrêter de travailler le temps du confinement**, 40 % continuent à travailler à l'extérieur de leur domicile et 20 % sont en télétravail. Mais les inégalités sociales persistent aussi : lors de cette quatrième vague, parmi les enquêtés qui déclarent les plus bas revenus, seuls 6 % ont eu accès au télétravail et 39 % ont dû arrêter de travailler, contre respectivement 41 % et 23 % des individus les plus aisés.

Confinement et revenus. Un Français sur cinq déclare des difficultés financières dues au confinement. Fin mars, après 10 jours de confinement, cette proportion

1 Un logement est considéré surpeuplé lorsque la surface habitable par personne est inférieure à 18 m² (ou à 25 m² pour une personne seule).

2 Le total des revenus du ménage a été divisé par le nombre d'unités de consommation au sein de celui-ci, qui prend en compte à la fois sa taille et sa composition. Le premier quartile de la distribution de ce revenu du ménage par unité de consommation correspond aux ménages qui ont les plus bas revenus, et le dernier quartile aux ménages les plus aisés.

atteignait 19 %, puis est restée stable : 17 % la semaine suivante, 18 % celle d'après, et enfin 22 % à la mi-avril, hausse presque significative. La différenciation sociale de cette situation reste très marquée : elle concerne 43 % des personnes vivant dans un ménage à bas revenus, contre seulement 10 % des plus aisés.

Détresse psychologique et troubles du sommeil : des prévalences fortes mais stables qui restent socialement très contrastées.

Plus d'un tiers des adultes présente des signes de détresse psychologique. La prévalence de la détresse psychologique reste très élevée, mais stable : fin mars, 36 % des enquêtés présentaient des signes d'une telle détresse, contre 38 % la semaine suivante, et 35 % à la mi-avril, ces variations restant négligeables. **Ces proportions sont de dix points supérieures à celle observée lors du Baromètre Santé 2017.** Et, comme début mars, cette prévalence dépasse 50 % pour les bas revenus, alors qu'elle est de l'ordre de 20 % pour les plus aisés. En outre, lors de cette quatrième vague, 48 % des personnes vivant dans un logement surpeuplé présentent des signes de détresse psychologique.

Trois adultes sur quatre déclarent des problèmes de sommeil. De même, s'agissant des problèmes de sommeil, d'après les résultats de la quatrième vague, près de trois Français adultes sur quatre auraient souffert de problèmes de sommeil au cours des huit derniers jours (73 %), plus de la moitié de ces personnes considérant que ces problèmes se sont amplifiés depuis le début du confinement (54 %). Ces résultats sont quasi-identiques

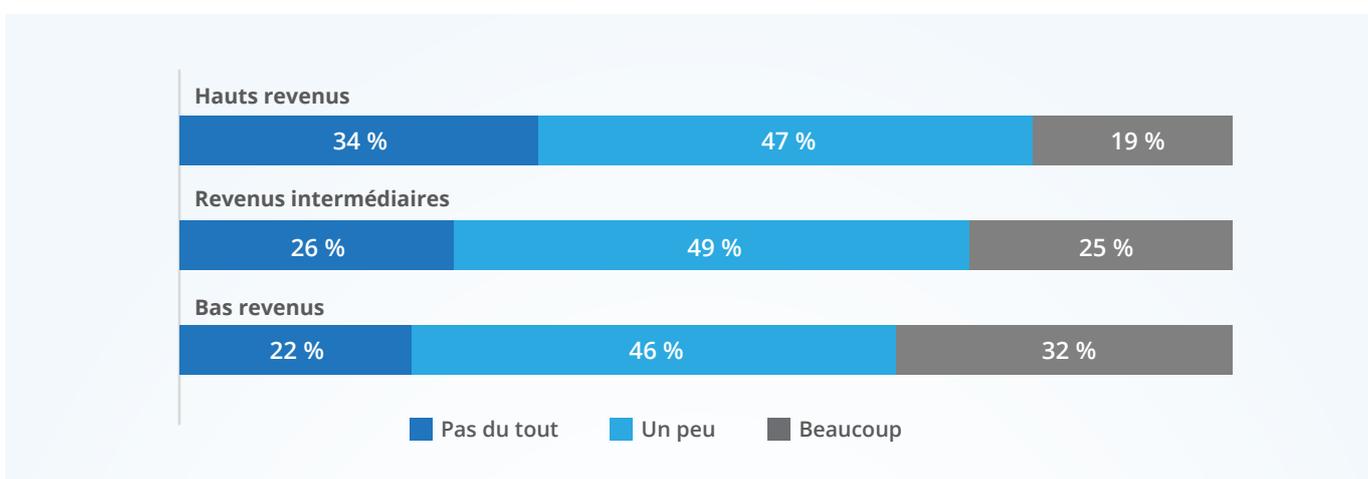


Figure 1. Troubles du sommeil au cours des 8 derniers jours selon les revenus du ménage. Enquête COCONEL, vague 4, 15-17 avril 2020.

à ceux observés du 31 mars au 2 avril (respectivement 74 % et 53 %). Pour rappel, les données recueillies depuis une vingtaine d'années suggèrent que **ces troubles du sommeil concernent d'ordinaire un peu moins de la moitié des adultes**. En outre, lors de la présente enquête, parmi les personnes concernées, 68 % estiment que ces troubles du sommeil gênent leurs activités quotidiennes, ce qui est cette fois significativement plus fréquent que ce qui avait été observé deux semaines auparavant (62 %). Enfin, les inégalités sociales persistent ici encore : parmi les enquêtés vivant dans un ménage à bas revenus, 78 % mentionnent ces problèmes de sommeil (contre 66 % parmi les plus aisés), 61 % d'entre eux considèrent qu'ils en ont davantage depuis le début du confinement (contre 48 %) et 81 % estiment que ces problèmes perturbent leurs activités diurnes (contre 66 %).

Proximité au COVID-19. Désormais plus d'un quart des Français a eu un proche atteint.

Rappelons qu'il ne s'agit pas ici d'estimer des prévalences mesurant la propagation de l'épidémie, mais plutôt la proximité avec l'épidémie. Cette proximité est appréciée à trois niveaux : l'enquêté lui-même, son foyer actuel, ses proches (famille et amis).

À la mi-avril, moins de 3 % des enquêtés déclarent avoir, ou avoir eu, une infection au COVID-19 confirmée (par un test ou par un diagnostic médical), contre moins de 1 % fin mars. Au sein de leur foyer, 3 % rapportent un cas confirmé de COVID-19 (1 % fin mars). S'agissant des proches en dehors du foyer (famille, amis), **27 % des enquêtés déclarent qu'au moins un de leurs proches a eu une infection au COVID-19 confirmée, contre seulement 11 % fin mars. Les cas graves parmi les proches restent rares** : lors de cette quatrième vague, 4 % indiquent qu'un de leur proche a développé une forme grave nécessitant une hospitalisation en réanimation.

En combinant ces trois niveaux, à la mi-avril, **72 % des Français adultes n'ont eu pour l'instant aucun cas confirmé de COVID-19, ni dans leur foyer, ni parmi leurs proches**. Cette proportion était de 89 % fin mars. Comme fin mars, cette proportion dépend beaucoup de la région de résidence, et reflète en creux la diffusion géographique de l'épidémie : elle baisse à 67 % en région parisienne, et à 53 % dans l'Est, tandis qu'elle atteint 80 % dans l'Ouest. De même, cette proportion se rapproche de 80 % en milieu rural et dans les villes isolées.

Les Français et le confinement : le consensus recule, mais tient encore.

Une très large majorité soutient encore le confinement... Après un mois de confinement, les Français sont encore 79 % à estimer que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de coronavirus, soit un recul de 8 points en une semaine. Ils sont de même toujours 83 % à considérer qu'il devra durer encore plusieurs semaines pour être efficace (en recul de 6 points). En outre, **ce consensus sur le confinement est élargi à son efficacité** : à la mi-avril, 84 % des Français jugent que le confinement commence à montrer son efficacité, contre 73 % une semaine auparavant.

...mais les dissonances sont de plus en plus fortes. Pour la moitié des Français interrogés, le confinement restreint trop les libertés individuelles (51 %), et ils sont presque autant à estimer qu'il devra être assoupli pour être supporté (44 %). Ces deux pourcentages ont augmenté d'une dizaine de points en une semaine. De même, s'agissant des solutions alternatives, 71 % des Français soutiennent désormais le remplacement du confinement par des tests de dépistages généralisés, et 63 % considèrent qu'il pourrait être assoupli par le port du masque généralisé. Ces deux proportions sont également en hausse depuis la semaine dernière. En revanche, la proportion de Français qui considèrent que c'est une mesure excessive reste très minoritaire et stable (23 %).

Ces dissonances restent socialement différenciées. Par exemple, l'opinion selon laquelle le confinement serait une mesure excessive est partagée par 34 % des enquêtés qui sont confinés dans un logement surpeuplé (contre 21 % des autres), comme par 35 % de ceux qui éprouvent des difficultés financières qu'ils imputent à celui-ci. Parmi ces derniers, 59 % considèrent aussi que le confinement restreint trop les libertés individuelles, 54 % qu'il devrait être assoupli pour être supporté, tandis que 71 % estiment que cet assouplissement pourrait s'appuyer sur le port du masque généralisé.

Le confinement...

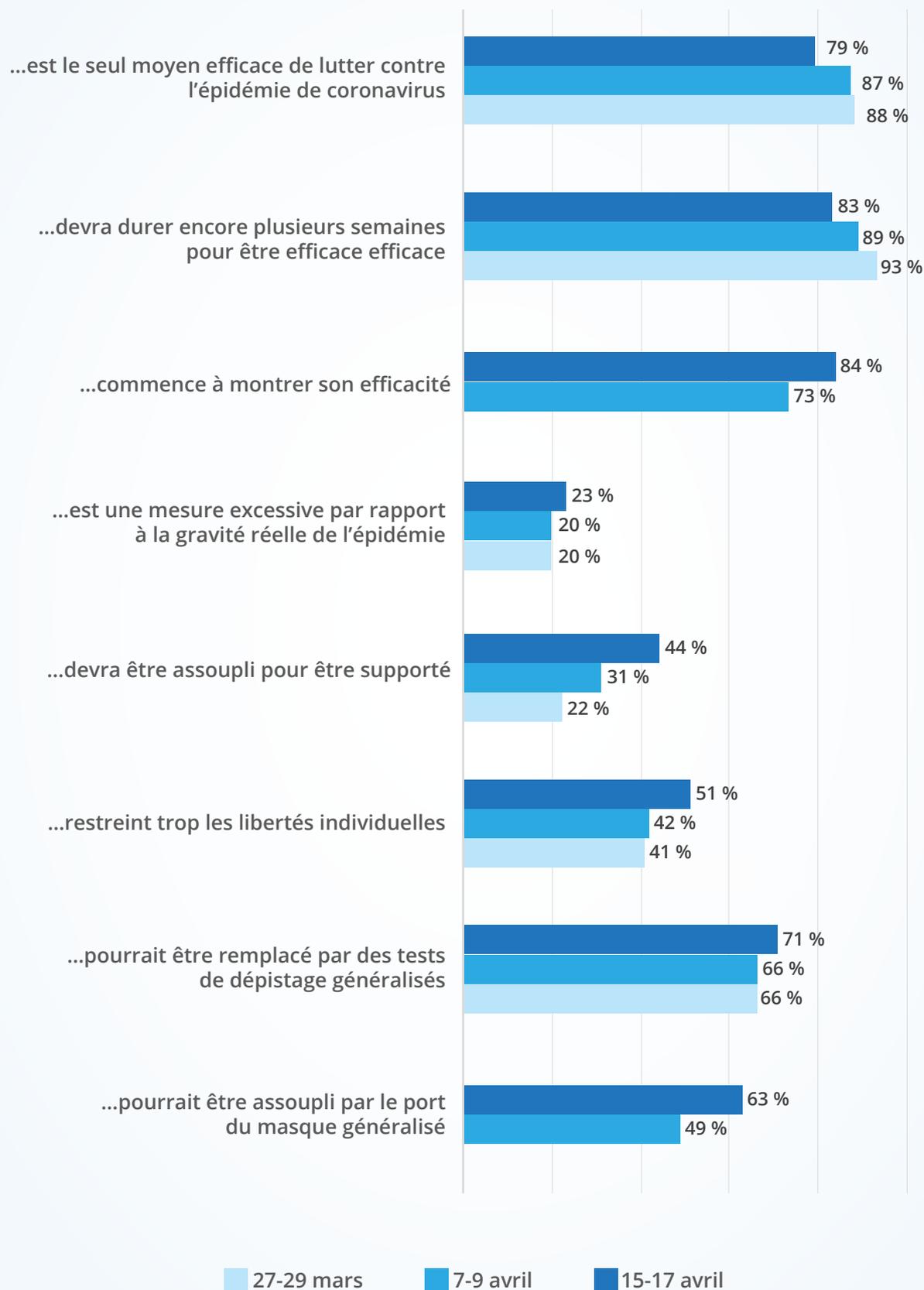


Figure 2. Opinions à l'égard du confinement. Enquête COCONEL, vagues 1, 3 & 4, mars-avril 2020.

Pronostic sur la durée de l'épidémie : une sortie de crise désormais anticipée pour le début de l'année prochaine...

Comme les précédents, le questionnaire de cette quatrième vague s'achevait par la question suivante : « D'après vous, quand cette épidémie sera-t-elle véritablement terminée ? ». Lors des deux premières vagues (27-29 mars et 31 mars-2 avril), les Français s'attendaient en moyenne à ce que l'épidémie dure encore quatre mois et demi, avec une médiane à 4 mois. Puis, après trois semaines de confinement, cette durée moyenne s'établissait à 6 mois (médiane à 5 mois). Une semaine plus tard, à la mi-avril, quelques jours après la dernière allocution du président de la République, les Français estiment en moyenne que l'épidémie durera encore 7,7 mois (médiane à 7 mois). Autrement dit, **la moitié des Français juge désormais que l'épidémie ne sera pas véritablement terminée d'ici à tout début 2021 (ils étaient moins de 5 % à émettre ce pronostic fin mars).**

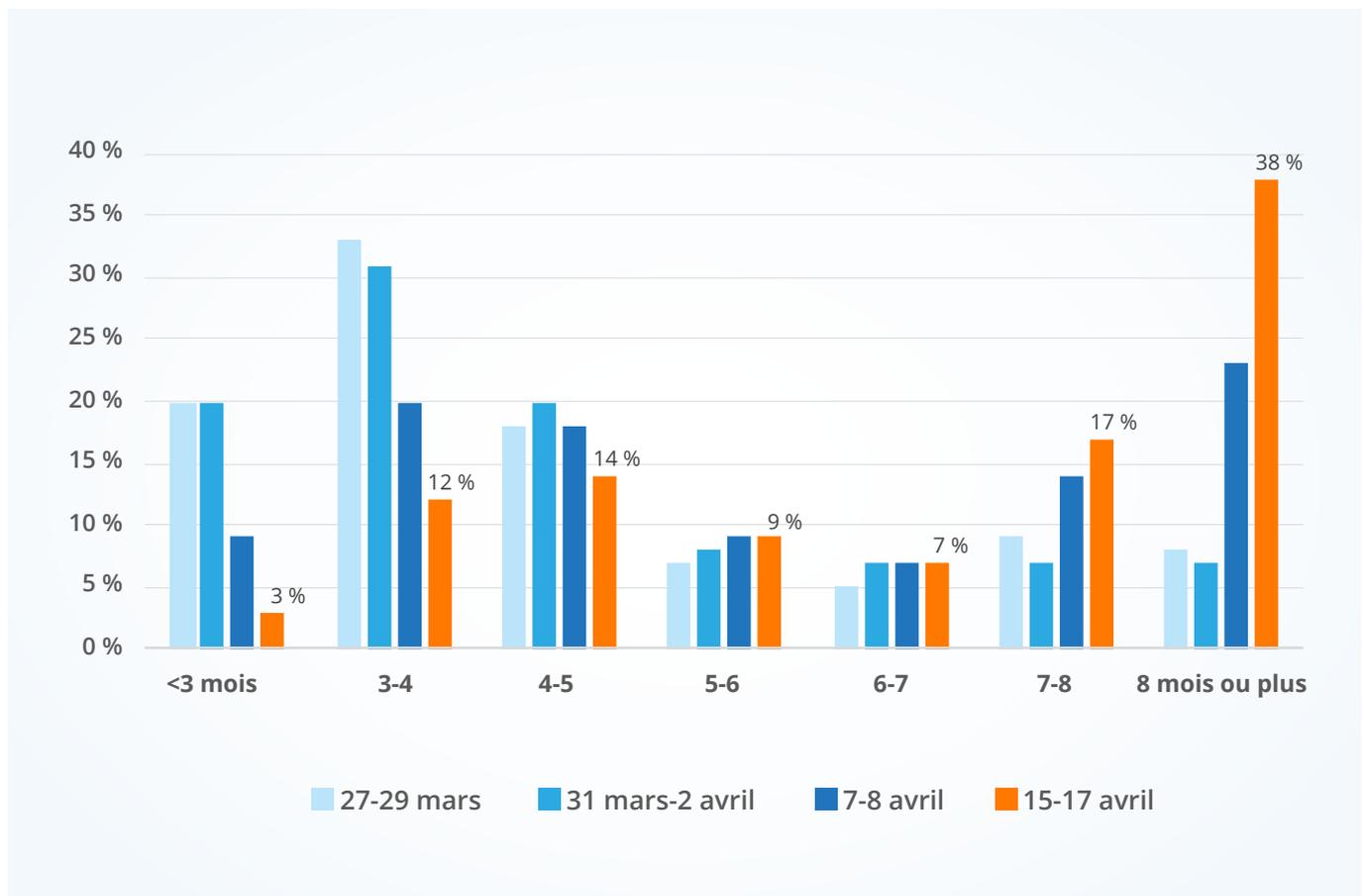


Figure 3. Pronostic sur la durée de l'épidémie (en mois). Enquête COCONEL, vagues 1 à 4, 27 mars-17 avril 2020.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici.

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEditerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Lisa Fressard, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward et Damien Léger. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

